

La France face au monde : Quelles perceptions ? Quelles priorités ?

Une enquête réalisée par Harris Interactive pour le compte de l'Institut Choiseul

Enquête réalisée en ligne du 25 au 27 octobre 2016. Echantillon de 1007 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

L'influence d'un pays dans le monde peut se mesurer au travers de multiples indicateurs : son poids économique, son rôle dans les organisations et traités internationaux, ses prises de position sur certains dossiers-clés, etc. À l'approche de l'élection présidentielle de 2017, et alors que la politique étrangère constitue justement une compétence particulière du chef de l'État, *l'Institut Choiseul* a confié à Harris Interactive le soin d'interroger un échantillon de Français sur leur perception des relations internationales de la France.

Traditionnellement, la France reste identifiée comme l'une des « grandes puissances » du monde occidental depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale, malgré un rôle économique en déclin par rapport à d'autres puissances émergentes. Mais comment les Français perçoivent-ils cette place de la France ? La jugent-ils plus ou moins écoutée qu'il y a quelques années ? Quelles sont selon les Français les priorités de la France dans le monde ? Comment envisagent-ils son positionnement vis-à-vis de l'OTAN, de l'Union européenne ou encore de la Russie ?

Quels sont les principaux enseignements de cette enquête?

La France est perçue aujourd'hui comme une puissance en perte de vitesse sur le plan international et fragilisée par le terrorisme : un Français sur deux (51%) estime qu'elle est moins écoutée sur la scène internationale qu'il y a dix ans, et les deux tiers des personnes interrogées (65%) jugent que les mesures adoptées en France pour lutter contre le terrorisme sont insuffisantes.



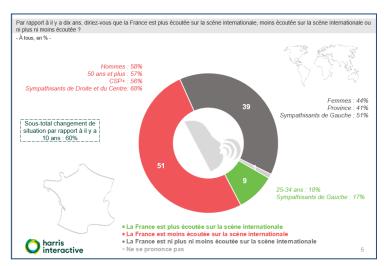
- Dans ce contexte, les Français attendent de leur pays qu'il s'appuie sur ses acquis diplomatiques pour ne pas diluer son influence : l'Union européenne est majoritairement identifiée comme un levier de sécurité (61%), de puissance (59%) au sein de laquelle la France doit rester (63% favorables), mais à laquelle la France ne devrait pas céder son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU (83%). De même, les Français sont attachés à un maintien (29%) voire un renforcement (46%) du rôle de la France dans l'OTAN. Enfin, les personnes interrogées privilégient une stabilité des frontières nationales, 63% d'entre elles estimant que les départements et territoires d'outre-mer doivent rester pleinement français.
- Concrètement, les Français souhaitent que leur pays se montre proactif voire interventionniste sur la scène internationale: 79% souhaitent que l'État protège ses fleurons industriels contre des influences étrangères, 54% que la politique étrangère française privilégie systématiquement les droits de l'Homme aux intérêts économiques, à l'image de l'embargo économique et financier sur la Russie, soutenu par 61% des Français. Plus précisément, les personnes interrogées expriment un fort scepticisme à l'égard du traité transatlantique TAFTA, davantage associé à un instrument de domination des États-Unis (74%) qu'à des créations d'emplois en Europe (seulement 36%).

Dans le détail :

1. Le positionnement de la France dans le monde

1 Français sur 2 estime que la France est moins écoutée sur la scène internationale qu'il y a 10 ans

60% des Français estiment que la situation de la France dans le monde a changé par rapport à celle d'il y a 10 ans: 51% indiquent que la France est moins écoutée sur la scène internationale, quand 9% précisent qu'elle est plus écoutée. 39% observent un statut quo depuis 10 ans. Les plus pessimistes quant à cette situation sont les hommes (58% pensent que la France est moins écoutée, contre 51% en moyenne), les personnes âgées de 50 ans et



plus (57%), les membres des catégories supérieures (56%) et les sympathisants de la Droite et du Centre (68%). A l'inverse, les 25-34 ans (18% « plus écoutée ») et les sympathisants de Gauche (17%) sont légèrement plus nombreux que la moyenne des Français (9%) à estimer que la France est davantage écoutée aujourd'hui.

 Une défense des droits de l'Homme qui prime sur les intérêts économiques pour plus de la moitié des Français

54% des Français adhèrent à l'idée que « la France doit invoquer systématiquement la défense des droits de l'Homme même si cela va à l'encontre de ses intérêts économiques ». Ce sentiment est davantage partagé par les femmes (58%), les CSP+ (59%) et très majoritairement par les sympathisants de Gauche (75%). 45% des Français estiment au contraire que « la France ne doit pas invoquer systématiquement la défense des droits de l'Homme car cela peut parfois aller à l'encontre de ses intérêts économiques ». Un avis exprimé davantage par les hommes (50%), les personnes âgées de 65 ans et plus (52%) et les sympathisants de la Droite et du Centre (57%).

Des Français majoritairement attachés aux départements et territoires d'outre-mer

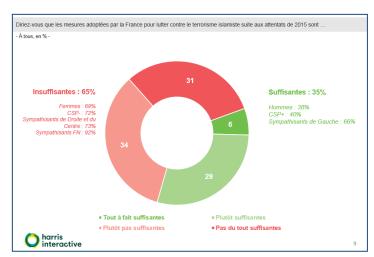
De façon générale, 63% des Français (69% des 25-34 ans et 71% des sympathisants PS) estiment que « les départements et territoires d'outre-mer doivent rester pleinement français. » 37% pensent au contraire qu'il « faut donner leur indépendance aux départements et territoires d'outre-mer ».

 Un Etat dont on attend qu'il protège les fleurons industriels français contre des influences étrangères

Récemment, des entreprises comme Alstom, Lafarge ou encore Arcelor ont bénéficié de financements de la part d'investisseurs étrangers. Une fois sensibilisés à cette dynamique, les Français plaident davantage pour une intervention de l'Etat permettant à la France de conserver des minorités de blocagedans les cas de rachats par des investisseurs étrangers. **79% estiment en effet que « l'Etat doit protéger [les] acteurs stratégiques** (Airbus, Orange, Renault, EDF, DCNS etc.) en conservant ou en achetant des minorités de blocage. » Les sympathisants de Gauche (89%) et les personnes âgées de 50 ans et plus (82%) sont plus nombreuses à partager cet avis. 21% des Français pensent néanmoins que « l'Etat doit laisser le libre jeu du marché décider des acquisitions de nos entreprises par les investisseurs internationaux. »

Des mesures pour lutter contre le terrorisme jugées largement insuffisantes par les Français

Marqués par la série d'attentats commis en France depuis janvier 2015, 65% des Français estiment que « les mesures adoptées par la France pour lutter contre le terrorisme islamiste » sont insuffisantes, 31% indiquant même que ces mesures ne sont « pas du tout suffisantes ». Cette inquiétude est très largement partagée par les sympathisants de la Droite et du Centre (73%) et davantage encore parmi ceux du Front National



(92%). Plus d'un tiers des Français (35%) mentionnent à l'inverse que ces mesures sont suffisantes, ce sentiment est plus répandu auprès des hommes (38%), des CSP+ (40%) et des sympathisants de Gauche (66%).

- 2. Le positionnement de la France par rapport à l'Union européenne et à l'Europe
- Pour près de 6 Français sur 10, l'Union européenne est un élément de sécurité et un facteur de puissance pour la France

Depuis plusieurs mois, l'actualité principale de l'Union européenne est liée au choix des Britanniques, par referendum, de quitter la communauté européenne (Brexit). Pour autant, sur des aspects de sécurité et de puissance, l'Union européenne (UE) reste perçue pour la France comme un élément positif. 61% des Français estiment que l'appartenance de la France à l'Union européenne est « un élément de sécurité pour la France » (dont 22% de « oui, tout à fait »). Néanmoins 38% ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

Favorables : 63%

CSP+: 71%
Région parisienne : 73%
Sympathisants de Gauche : 77%

Tout à fait favorable

Tout à fait opposé(e)

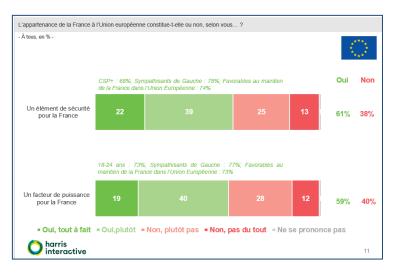
Plutôt favorable

Plutôt opposé(e)

Ne se prononce pas

Les Britanniques, consultés par référendum, ont décidé de quitter l'Union européenne (Brexit). Si un tel référendum était organisé en France seriez-vous favorable ou opposé(e) au maintien de la France dans l'Union européenne ?

59% des Français indiquent que l'Union européenne est « un facteur de puissance pour la France » contre 40% qui pensent le contraire. Dans le détail, les personnes associant le plus de conséquences positives à l'Union européenne sur la sécurité et la puissance de la France sont les sympathisants de Gauche et les personnes indiquant être favorables au maintien de la France dans l'UE.



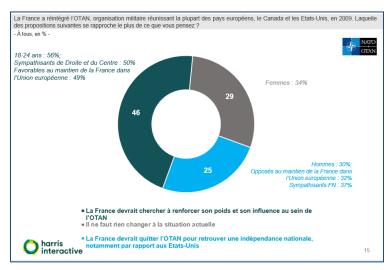
- Si, à l'image du référendum organisé au Royaume-Uni, les Français avaient un choix à faire concernant le maintien ou le retrait de la France de l'UE, 63% déclarent qu'ils seraient favorables à son maintien (dont 33% de « tout à fait favorables »). Plus d'un tiers des Français (36%) déclarent néanmoins qu'ils y seraient opposés (dont 15% de « tout à fait opposés »). Si les sympathisants de Gauche se montreraient davantage favorables au maintien de la France dans l'UE (77%, contre 63% en moyenne), les sympathisants FN y seraient très majoritairement opposés (64%, contre 36% en moyenne). Des distinctions s'opèrent également entre différentes catégories de population comme les catégoriessocio-professionnelles : les CSP+ sont davantage favorables au maintien (71% contre 63% en moyenne), les CSP- au retrait (43% contre 36% en moyenne). Notons enfin que le souhait que la France reste dans l'UE est nettement plus prononcé de la part des Franciliens que des habitants des autres régions françaises.
 - Le TAFTA n'est pas véritablement perçu comme une source de création d'emplois mais près de ¾ des Français estiment que c'est un facteur de renforcement de la domination économique des Etats- Unis

Le dimanche 30 août, la France a officiellement signifié à la Commission européenne son choix d'interrompre les négociations du « TAFTA », un traité de libéralisation des échanges destiné à créer un grand marché unique réunissant les Etats-Unis et les pays européens. Aujourd'hui, les Français n'identifient pas ce traité comme « une source de création d'emplois en Europe » (62% de non), même si 36% le pensent. Les plus optimistes concernant les éventuels effets positifs sur l'emploi du TAFTA sont les femmes (44%), les plus jeunes (62%) et les CSP- (44%). Les Français identifient en effet davantage le TAFTA comme « un facteur de renforcement de la domination économique des Etats-Unis en Europe », 74% le pensent contre 25% qui émettent un jugement contraire. Sur cette question également, les hommes, les personnes âgées de 50 ans et plus et les CSP+ se montrent plus critiques à l'égard du TAFTA. Rappelons que cette enquête a été réalisée avant la signature du « CETA », traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, signé le 30 octobre 2016.

3. La France et la gestion de ses relations internationales

Au sein de l'OTAN : un renforcement du rôle de la France attendu par les Français

Concernant l'OTAN, les Français estiment majoritairement que la France doit rester dans l'OTAN; 46% indiquent que « la France devrait chercher à renforcer son poids et son influence » au sein de cette organisation et 29% préfèrent qu'on ne « change rien à la situation actuelle ». 25% estiment néanmoins que « la France devrait quitter l'OTAN pour retrouver une indépendance nationale, notamment par rapport aux Etats-Unis ». Les plus favorables à



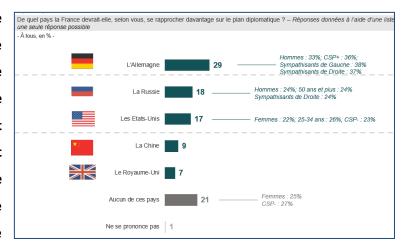
son retrait étant les hommes (30%), les sympathisants FN (37%) et ceux qui se déclarent opposés au maintien de la France dans l'UE (32%).

 Les Français estiment qu'il est préférable que la France conserve son siège et le droit de veto qui l'accompagne au sein du Conseil de sécurité de l'ONU

83% des Français préfèrent «que la France conserve son siège et le droit de véto qui l'accompagne au sein du Conseil de sécurité de l'ONU », 16% privilégient au contraire le fait « que la France cède son siège [...] à l'Union européenne ».

 D'un point de vue diplomatique, les Français estiment que la France devrait se rapprocher de l'Allemagne

Invités à désigner un partenaire diplomatique prioritaire, les Français ne désignent pas un pays de façon nette, même si leurs réponses font écho au « couple franco-allemand » traditionnellement évoqué à l'échelle européenne. Ils estiment que sur le plan diplomatique, la France devrait se rapprocher davantage de l'Allemagne (29%) et dans une moindre



mesure de la Russie (18%) et des Etats-Unis (17%). 21% mentionnent néanmoins que la France ne devrait se rapprocher d'aucun des pays proposés (Allemagne, Russie, Etats-Unis, Chine, Royaume-Uni). Soulignons qu'un rapprochement avec l'Allemagne est davantage attendu à la fois par les sympathisants de Gauche (38%) et ceux de la Droite ou du Centre (37%) – par opposition aux proches du Front National et aux personnes ne se reconnaissant dans aucune formation politique.

61% des Français estiment que la France a eu raison de sanctionner la Russie et qu'il ne faut pas lever
 l'embargo

61% des Français approuvent la décision de l'Etat français concernant les sanctions prises à l'égard de la Russie à cause de l'annexion de la Crimée et des évènements dans l'Est de l'Ukraine. Les plus favorables à cette décision sont les femmes (65%), les 35-49 ans (72%) et les sympathisants de Gauche (77%). 39% indiquent néanmoins que « la France doit lever les sanctions qu'elle a décidées contre la Russie et lever l'embargo ».

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

A propos de l'Institut Choiseul :

L'Institut Choiseul est un Think Tank indépendant dédié à l'analyse des questions stratégiques

internationales et de la gouvernance économique mondiale.

Basé à Paris, son ambition est de créer des espaces indépendants de dialogue au carrefour du monde

politique et institutionnel, de la sphère économique et de celle des idées pour fertiliser les débats sur

les problématiques contemporaines.

En organisant des événements de prestige et des rencontres informelles entre les principaux dirigeants

à Paris, Bruxelles ou en Afrique, en diffusant ses publications auprès des décideurs et des leaders

d'opinion influents, l'Institut Choiseul nourrit continuellement les décisions des acteurs économiques

et politiques.

Contact:

Guillemette Arsac

Responsable Communication – Institut Choiseul

guillemette.arsac@choiseul.info

+33(0)1 53 34 09 93

9